



SANTÉ & ENVIRONNEMENT

Mesure n°15 : Réduire l'exposition des riverains d'antennes relais

Avec plus de 40.000 antennes relais disséminées sur le territoire français, le développement de la téléphonie mobile s'est réalisé sans aucun encadrement réglementaire. Les riverains d'antennes sont quotidiennement exposés à des ondes électromagnétiques de même type que celles utilisées par les fours à micro-ondes.

Avec l'émergence de la téléphonie de troisième génération dite UMTS, permettant l'accès à la vidéo sur mobile, les opérateurs vont doubler le nombre de leurs installations en quelques années. En moins de dix ans, une technologie s'est généralisée sans aucun recul quant aux conséquences sanitaires. Pire, alors que les associations réclament le lancement rapide d'études épidémiologiques permettant de mieux cerner les effets de ce *smog* électromagnétique, un niveau de champs a été adopté, en 2002, par voie réglementaire dans les couloirs du cabinet d'un premier Ministre sur le départ. Suite à l'adoption de ce décret, le conseiller du Premier ministre en charge des questions de téléphonie mobile est devenu... président d'Orange ! Or, le niveau des champs électromagnétiques adopté est le seuil le plus élevé au monde : 41 volts par mètre pour le 900 MHz et 58 volts par mètre pour le 1800 MHz... alors que des études effectuées pour le compte du gouvernement hollandais ont révélé des effets secondaires (difficulté de concentration, maux de tête, vertiges...) après une exposition de 45 minutes à 0.6 volt par mètre !

Or, la réglementation française permet à un opérateur d'installer une antenne à moins d'un mètre des fenêtres d'une école ou d'un hôpital. Pire, si cette antenne mesure moins de quatre mètres, les opérateurs n'ont même pas besoin de déposer la moindre déclaration de travaux auprès des services de l'urbanisme de la mairie. Un simple accord avec les propriétaires des toits ou du terrain suffit ! Il y a donc lieu de renforcer la réglementation encadrant le développement de la téléphonie mobile afin de limiter l'exposition des riverains d'antenne et obtenir que toute implantation ou modification soit soumise à la procédure du permis de construire, nettement plus contraignante.

